

Justice Ecologique :

De l'air pur, de bons emplois et la justice pour tous.

En tant que participants issus de divers mouvements sociaux en Amérique du Nord et faisant face aux crises écologique, économique et sociale créées par la production industrielle et l'exploitation des terres, de l'eau, du sol, de l'air, du travail menées par les entreprises privées, nous rendons hommage aux luttes et sommes inspirés par la résilience de la population de Detroit. Detroit a incarné les cycles d'essor et de récessions, ainsi que l'oppression raciale et de genre, que le capitalisme inflige aux populations ; mais cette ville représente également aujourd'hui une lueur d'espoir à travers les États-Unis.

Detroit est une fenêtre sur l'avenir. Par cette fenêtre, nous voyons un lieu d'inspiration pour les mouvements de base et une vision de ce que serait une communauté juste et démocratique. La résistance de la population de Détroit aux entreprises polluantes, y compris les raffineries de pétrole, les centrales électriques au charbon et le plus important incinérateur de déchets de la planète, est la réponse appropriée à maintenir contre la destruction de la planète. En attendant, la résistance aux stratégies libérales comme les prêts des banques prédatrices, la privatisation de l'eau, les prisons et les brutalités policières, va de pair avec des modèles tout aussi puissants de résilience tels que les jardins communautaires, l'économie coopérative, les écoles de la liberté et la justice transformatrice. Detroit peut être un modèle de transition juste, vers des communautés durables dont nous avons besoin. Cette transition se fera quand les emplois nuisibles qui causent des ravages écologiques et compromettent la santé seront remplacés par des emplois intéressants satisfaisant les intérêts des populations, et permettant de rétablir notre travail et nos ressources sur le cours de la vie. Se joignant à la population de Détroit aujourd'hui, nous sommes solidaires avec les communautés construisant un autre monde aux États-Unis et dans le monde.

Alors que nous nous réunissons ici pour le Forum Social des États-Unis, les estimations sur les quantités de pétrole jaillissant d'une plaie béante infligée par BP au fond maritime de la Terre dans le golfe du Mexique, continuent de s'accroître, atteignant maintenant peut-être plus de 3,8 millions de litres par jour. Les populations des côtes du Golfe du Mexique sont contraintes de survivre aux effets dévastateurs d'une économie basée sur les combustibles fossiles. Des communautés autochtones engagées contre l'extraction de pétrole des sables bitumineux au Canada aux populations laotiennes, latino et afro-américaines luttant contre les raffineries de Chevron à Richmond, en Californie, en passant par les populations pauvres des Appalaches faisant face aux mines de charbon qui défigurent le sommet des montagnes et par ceux qui sont mobilisées contre l'extraction du gaz de schiste par haute pression, nous sommes solidaires de la population du Golfe du Mexique afin de reprendre le contrôle sur notre terre, notre air, notre eau, et sur les moyens de subsistance. Nous appelons à mettre fin à toute forme de pollution climatique et aux fausses solutions portées par les entreprises privée ! Et nous exigeons le droit au tour des survivants de l'ouragan Katrina, à la reconstruction des communautés, et à la revitalisation des zones humides.

Beaucoup d'entre nous, migrants – vieux et jeunes – avons été volés ou déplacés de force par les forces socio-économiques, les impacts écologiques, ou les guerres impérialistes, nous obligeant à quitter nos territoires et à migrer vers l'Amérique du Nord tandis que les peuples autochtones de cette terre ont été systématiquement massacrés. Les communautés d'immigrants sont confrontés à une criminalisation croissante qui se manifeste par les lois anti-migrations en Arizona, par la collaboration des polices des frontières et de l'immigration autour des États-Unis, par la militarisation croissante des frontières, ainsi que par l'exploitation au travail par des employeurs peu scrupuleux. Les populations d'immigrants sont en première ligne, tant dans nos pays d'origine qu'aux États-Unis, face aux conséquences écologiques dévastatrices des effets actuels et futurs produits par les dérèglements du climat.

Nous réaffirmons les conclusions du group de travail sur les déplacés climatiques tenu lors de la Conférence 2010 sur le changement climatique de Cochabamba. En particulier nous réaffirmons l'exigence des droit à la libre circulation, au logement, et de ne pas être déplacé de force. Nous condamnons les législations qui criminalisent les migrants sans s'attaquer aux causes profondes du changement climatique, ainsi que les forces anti-immigrants qui tentent de "verdir la haine" par le racisme et la peur. Nous demandons une loi et l'action du gouvernement pour réparer les injustices

commises envers les communautés déplacées et pour s'attaquer aux mauvaises conditions écologiques rencontrées par les immigrants.

Nous appuyons le processus, les conclusions et l'appel pour que les mouvements sociaux des États-Unis s'emparent de l'Accord des Peuples de Cochabamba et de la Déclaration sur les droits de la Terre-Mère obtenus par les mouvements sociaux, les peuples autochtones et la société civile internationale, lors de la conférence sur les changements climatiques et les droits de la Terre Mère, à Cochabamba, en Bolivie en avril 2010. Nous nous associons au mouvement populaire mondial pour la défense de la Terre Mère exigeant que les États-Unis et les négociations des Nations Unies sur les changements climatiques soient inclusives, transparentes et équitables, et intègrent les propositions présentées à Cochabamba, afin de trouver de véritables solutions à la crise climatique et afin de sauver l'humanité et la Terre-Mère. Nous condamnons et rejetons les comportements du gouvernement des États-Unis qui sapent et menacent le processus de négociations internationales sur le climat. Nous rejetons y compris l'Accord de Copenhague qui prévoit une augmentation de la température mondiale de 2°C ou plus mettant en danger toutes les espèces vivantes.

Nous appuyons la conclusion selon laquelle c'est seulement par le «bien vivre», en harmonie les uns avec les autres et avec la Terre-Mère, plutôt que par le «vivre mieux», basée sur un système économique de croissance illimitée, de domination et d'exploitation, que la population de la planète, non seulement survivra, mais pourra prospérer.

Par conséquent, en cohérence avec le mouvement international pour la justice climatique, et avec toutes les luttes des peuples pour la liberté, l'autodétermination et la dignité, nous exigeons et nous nous battons pour:

1. Mettre fin à la combustion et l'exploitation sans fin du pétrole et du gaz, du charbon, des forêts, des arbres, des cultures, de la biomasse et des déchets. Aucun forage, aucun nouveau puits, aucun nouveau barrage, aucun nouvel abattage, plus de combustion, ni bombardements (« *No drilling, digging, damming, chopping, burning, or bombing* »). Nous devons laisser les combustibles fossiles dans le sol. Nous appelons à un moratoire sur toutes les nouvelles recherches de pétrole, de gaz, de charbon, d'uranium et de sables bitumineux comme une première étape dans la phase de sortie des combustibles fossiles. Nous devons sortir progressivement des combustibles fossiles existants, de l'exploitation minière, des mégabarrages, des agro-carburants, de l'incinération et de l'énergie nucléaire. Tous ces systèmes intensifs en ressources compromettent la survie des communautés et de la Terre-Mère. Nous – les communautés et les travailleurs en première ligne – orienterons la transition juste vers le démantèlement des industries polluant le climat et vers la fin du contrôle de nos économies par les entreprises privées.
2. La fin des fausses solutions. Mettre fin au "business as usual" – rejeter la marchandisation de l'espace atmosphérique et des droits des personnes, qui s'accomplit à travers les marchés du carbone, les mécanismes de compensation carbone, ou les compensations liées à la protection des terres des peuples autochtones, à l'agriculture et aux forêts comme dans le programme REDD. Nous rejetons le charbon propre, le gaz naturel, l'énergie nucléaire, la biomasse et l'incinération des déchets, l'enfouissement des gaz, la géo-ingénierie, les agro-carburants industriels, et toutes les autres solutions techniques préconisées par les entreprises privées qui ne parviennent pas à s'attaquer aux causes profondes et ne font qu'approfondir les inégalités et les problèmes environnementaux existants.
3. Des solutions véritables et efficaces. Nous voulons regagner le contrôle sur nos terres, notre nourriture, notre eau, notre travail, l'énergie et la prise de décision. Nous allons nous battre pour la souveraineté des peuples autochtones. Nous exigeons des investissements dans les infrastructures, pour le budget participatif, les transports publics, les systèmes alimentaires locaux, les bassins versants et la gestion locales des zones humides, le développement du travail coopératif, et pour les organisations économiques locales qui respectent les lieux où nous vivons.
4. Des réductions rapides et des réparations pour la dette écologique. Nous tenons pour responsables les gouvernements de tous les pays industrialisés « *développés* » et les entreprises privées qui les contrôlent. Nous exigeons que le gouvernement américain s'engage

sur une économie sans émission de GES d'ici 2050 et honore ses responsabilités face à la dette écologique et climatique à la fois locale et globale.

5. Respect du Protocole de Cochabamba et des droits de la Terre Mère. Nous appelons le gouvernement des États-Unis et tous les gouvernements engagés dans l'ONU à reprendre les propositions issues du Protocole de Cochabamba et à adopter et mettre en œuvre la Déclaration universelle des droits de la Terre-Mère.
6. Transformation. Pas de criminalisation et de militarisation. Nous rejetons les réponses des pouvoirs publics qui criminalisent les Noirs, les Arabes, les immigrants, et d'autres communautés aux États-Unis et ailleurs sur la planète, comme en témoignent les lois anti-migrants en Arizona, la collaboration entre les polices des frontières et de l'immigration, l'augmentation de la militarisation des frontières, l'Europe forteresse, la directive de l'Union européenne et de nombreuses autres politiques inhumaines et injustes. Nous exigeons le plein emploi dans les activités dont nous avons besoin pour transformer nos communautés - médecins, conseillers, médiateurs, animateurs, organisateurs, les chauffeurs d'autobus, mécaniciens de vélo, travailleurs pour la déconstruction et la reconstruction, travailleurs pour aller vers le zéro-déchets, et plus encore.

Aujourd'hui, nous demandons aux mouvements sociaux des États-Unis de s'unir avec clarté face aux causes profondes du chômage et à la crise du logement dans nos villes, face à la contamination toxique de l'air, de l'eau, du sol, du climat et des écosystèmes, et face aux déplacements forcés et à la criminalisation de nos communautés. Ces causes sont le capitalisme, l'impérialisme et les systèmes d'oppression qui les défendent. Ce sont les mêmes causes qui mettent en danger la capacité de la planète à maintenir possible la vie humaine. Nous créons un nouveau mouvement de mouvements dans lesquels les groupes de base qui sont en première ligne fournissent le leadership principal pour résoudre de façon juste la crise globale, travaillant de concert avec les écologistes, avec ceux qui préconisent d'autres politiques, avec les artistes, les médecins, et plus encore.

Nous appelons nos mouvements à l'action sur les points suivants :

- Prendre part avec la population de Detroit à l'action de samedi contre l'incinérateur de déchets de Covanta ainsi qu'aux actions en cours contre les entreprises polluantes locales, telles que Marathon et DTE.
- Se mobiliser avec les populations de l'Arizona contre les lois anti-immigration, contre la militarisation des frontières des États-Unis, et contre les autres mesures de répression, le 29 Juillet.
- Construire des actions coordonnées en solidarité avec les populations des côtes du Golfe du Mexique le 29 août pour commémorer le 5^{ème} anniversaire de l'ouragan Katrina.
- Pour exiger du gouvernement fédéral la reconnaissance de la souveraineté du peuple Houma.
- Pour la réalisation d'actions créatives à travers le pays pour protester contre BP, Chevron et les autres industries pétrolières polluantes.
- Demander la protection et la restauration des zones humides, le droit au retour et la reconstruction pour les résidents du Golfe du Mexique.
- Élaborer des stratégies et mobiliser localement partout aux États-Unis afin d'influer sur la Conférence des Parties de la CCNUCC à Cancun du 29 Novembre au 10 Décembre.

Traduit par Maxime Combes, dans le cadre du projet Echo des Alternatives (www.alter-echos.org), 27 juillet 2010.

Source : <http://pma2010.org/node/234>